

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 23 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SMICTOM Centre Ouest (Gaël)

5 ter rue de Gaël

35290 Saint-Méen-le-Grand

Code AIOT : 0005515907

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2023 dans l'établissement SMICTOM Centre Ouest (Gaël) implanté Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un sinistre (incendie) qui est survenu le dimanche 20 août vers 13h30 et dont l'inspection a eu connaissance indirectement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMICTOM Centre Ouest (Gaël)
- Point Clos Centre de stockage de déchets 35290 Gaël
- Code AIOT : 0005515907
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la préservation des enjeux environnementaux suite à l'incendie survenu le 20/08/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Nécessité de mesures d'urgence	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-20	/	Sans objet
4	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Constats sur l'événement	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69	/	Sans objet
3	Conditions de redémarrage	Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-70	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats effectués par le service d'Inspection des installations classées, il s'avère que toutes les dispositions ont été prises par l'exploitant afin de limiter l'impact environnemental de cet incendie. L'inspection suite à ce sinistre a toutefois mis en exergue:

- Un défaut d'entretien des réserves incendie de ce site
- Une défaillance technique dans le système de détection des "points chauds".

Ces défaillances ont été de nature à ralentir les opérations d'extinction de cet incendie. D'une manière générale, l'Inspection considère que l'exploitant a bien intégré la préservation des enjeux environnementaux mais que l'entretien de ses équipements de défense incendie doit être réalisé de façon plus rigoureuse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constats sur l'événement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Constatations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. [...]
Constats : L'Inspection a contacté rapidement l'exploitant dès qu'il a eu connaissance du sinistre, cette information lui étant parvenue indirectement par des canaux informels. L'exploitant a indiqué à l'inspection être en train de préparer sa déclaration au service de l'inspection des installations classées et attendre de rassembler l'ensemble des informations et de mener des investigations sur les causes et origines du sinistre. > L'Inspection tient à souligner l'importance de la rapidité de déclaration du sinistre à l'Inspection des installations classées. Il doit prévenir dans les plus brefs délais le service de l'inspection des installations classées sans attendre d'avoir tous les éléments, soit par mail soit par téléphone même en dehors des heures ouvrées. D'après les éléments recueillis, le départ de feu a été constaté vers 13h30 au niveau des abords de l'alvéole n°6. La personne d'astreinte a été contactée par un tiers et s'est rendue sur les lieux. Parallèlement, les pompiers sont intervenus et ont procédé à l'extinction de l'incendie avec de l'eau et de la mousse. Suite à l'extinction, l'exploitant a recouvert une partie de la zone impactée par de la terre déjà présente sur le site afin d'éviter toute reprise de feu. Les Pompiers ont quitté le lieu de l'intervention vers 16h00. Les dégâts occasionnés sont limités à la zone enherbée située aux abords de l'alvéole n°6, la diguette de séparation entre l'alvéole n° 6 et la parcelle voisine, ainsi qu'un engin de chantier stationné en hauteur, aux abords de l'alvéole concernée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nécessité de mesures d'urgence

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-20
Thème(s) : Risques accidentels, Constatations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre " , soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. " Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
Constats : Lors de cet incendie, les eaux nécessaires à son extinction ont été confinées dans le bassin des lixiviats. L'exploitant est tenu d'analyser ces eaux d'extinction afin d'évaluer si sa station de traitement des lixiviats est en capacité de prendre en charge ces eaux d'extinction ou si celles-ci doivent être éliminées vers des filières agréées. Il a été constaté que les membranes de géotextiles (barrière active) recouvrant les diguettes permettant d'imperméabiliser les casiers sont par endroit brûlées et ne permettent plus en l'état actuel de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, notamment en terme de pollution du sols, des eaux de surfaces, et des nappes phréatiques. Il se pourrait que l'effet thermique lors de l'incendie ait dégradé l'imperméabilité de la couche argileuse situé en-dessous (barrière passive). Aucun constat visuel lors de l'inspection ne permet toutefois de l'affirmer. Des vérifications techniques sont à prévoir sur ce sujet. De plus, l'installation est équipée d'un système de caméras à détection thermique qui n'a pas été en mesure de déceler la montée en température et qui aurait permis d'agir plus rapidement sur ce sinistre et ainsi de limiter son extension. > L'ensemble de ces observations conduit l'Inspection à proposer au Préfet un arrêté de mesures d'urgence afin de prévenir d'éventuels impacts du sinistre et d'encadrer les conditions de reprise d'activité. Enfin, l'Inspection a constaté que les réserves incendie n'ont pas été entretenues par l'exploitant. Ce défaut d'entretien a été de nature à ralentir les opérations d'intervention sur ce type de sinistre. En effet, la première réserve incendie située en contrebas de l'alvéole qui a pris feu était envahie d'algues rendant le pompage des eaux nécessaire à l'extinction, difficile. Les abords de la seconde réserve incendie située sur le côté droit de l'alvéole étaient envahis de végétation rendant la prise d'eau permettant le pompage, inutilisable. Les trois réserves incendies de l'installation sont privées et l'exploitant est en charge de leur entretien. Néanmoins l'exploitant a pu transmettre le 22/08/23 des photos attestant de la remise en état de ces réserves et s'est engagé à assurer leur entretien régulier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Conditions de redémarrage

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-70
Thème(s) : Risques accidentels, Encadrement de la remise en service en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le préfet peut décider que la remise en service d'une installation momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation, à un nouvel enregistrement ou à une nouvelle déclaration.
Constats : Les constats réalisés ne justifient pas de demander à l'exploitant de solliciter une nouvelle demande d'autorisation environnementale. > Néanmoins, la dégradation constatée de certaines barrières de sécurité ou de barrières contre les pollutions nécessite que l'exploitation soit interrompue au moins partiellement jusqu'à leur réparation complète ou la mise en place de mesures compensatoires. > Concernant l'altération des membranes de géotextiles recouvrant la diguette et de la barrière passive, l'exploitant devra mener, avant la reprise complète des activités, des investigations permettant de déterminer les dégâts et devra les faire réparer par une entreprise spécialisée. Cette demande est portée par proposition d'un arrêté de mesures d'urgence. L'activité d'enfouissement de ce site pourra néanmoins reprendre temporairement sur une partie restreinte de l'alvéole, sous réserve que l'exploitant soit en capacité de montrer que les eaux de l'alvéole concernée ne sont pas susceptibles de s'écouler en direction de la zone dégradée des barrières passives et actives.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/1900, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de l'évènement pour en tirer le retour d'expérience
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Un rapport d'incident est en cours de rédaction de la part de l'exploitant. Une analyse des origines du sinistre ainsi que des causes de l'absence de détection de cet incendie par le système de détection par les caméras thermique est en cours de réalisation. L'exploitant s'est engagé à prévenir l'inspection des installations classées de toute évolution constatée. > L'exploitant devra mettre en place des mesures préventives afin de prévenir ce type de sinistre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Planche photos
Visite d'inspection suite à incendie
ISDND Le Point Clos le 21 août 2023



Premier bassin de réserve incendie envahi par des algues



Diguette impactée par le sinistre incendie. Une partie a été recouverte par de la terre afin de faciliter l'extinction



Membranes de géotextiles de la diguette altérées



Prise d'eau de la deuxième réserve incendie envahie par la végétation et de ce fait inutilisable



Vue d'ensemble de l'alvéole concernée par cet incendie



Vue du dessus de la diguette impactée



Prise d'eau de la deuxième réserve incendie totalement débroussaillée à la suite du sinistre du 21 août 2023 et opérationnelle